Trois façons de servir le Prince

Un protocole de partitionnement automatique appliqué aux officiers d'État de Lorraine ducal (1545-1633)

Three ways to serve the Prince: An automatic clustering protocol applied to State officers of ducal Lorraine (1545-1633)

Antoine Fersing

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/6842>

DOI : 10.4000/histoiremesure.6842

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 85-110

ISBN : 978-2-7132-2752-3

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Antoine Fersing, « Trois façons de servir le Prince », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXIII-1 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 03 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/6842> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.6842>

Trois façons de servir le Prince **Un protocole de partitionnement automatique** **appliqué aux officiers d'État de Lorraine ducale (1545-1633)**

Antoine FERSING *

Résumé. L'un des problèmes méthodologiques posé par le recours à la prosopographie réside dans les moyens employés pour subdiviser la population étudiée afin d'obtenir des sous-groupes cohérents. Plutôt que de recourir à un critère unique choisi *a priori*, il est possible de se fonder sur la structure même des données analysées pour opérer cette partition, de façon à optimiser l'homogénéité des groupes qui en résultent. Pour ce faire, les principales oppositions structurant la population étudiée sont identifiées au moyen d'une analyse des correspondances multiples (ACM), puis les individus sont répartis en plusieurs groupes sur la base de leurs coordonnées sur le plan factoriel par classification ascendante hiérarchique (CAH). Une démonstration détaillée de l'exécution de ce protocole et des résultats qu'il fournit est proposée dans cet article, à l'occasion de l'analyse d'une base de données consacrée aux officiers d'État des duchés de Lorraine et de Bar durant la première modernité.

Mots-clés. analyse des correspondances multiples, analyse factorielle, partitionnement, officiers de l'État, noblesse, Lorraine, duchés de Lorraine et de Bar, époque moderne

Abstract. Three ways to serve the Prince: An automatic clustering protocol applied to State officers of ducal Lorraine (1545-1633). One of the methodological issues of prosopography concerns the method used to subdivide the study population into coherent groups. Instead of applying a single criterion chosen in advance, it is possible to use the very structure of the data to make the subdivision, thereby optimizing the homogeneity of the resulting clusters. To do so, a multiple correspondence analysis is performed on the database to identify its main structuring oppositions. The individuals are then divided into groups using their coordinates on the factorial plane, by means of an agglomerative hierarchical cluster analysis. A detailed demonstration of the implementation of this protocol and of its results is given in this article, using a database on the state officers in the duchies of Lorraine and Bar during the 16th and early 17th centuries.

Keywords. multiple correspondence analysis, factor analysis, hierarchical clustering, State officers, nobility, Lorraine, Lorraine and Bar duchies, early modern period

---

* Docteur en histoire moderne, membre associé à l'équipe Arts, civilisation et histoire de l'Europe (ARCHE, EA 3400) de l'université de Strasbourg. E-mail : antoinefersing@hotmail.com

Longtemps cantonnée à la production de dictionnaires biographiques spécialisés¹, la prosopographie est devenue au cours des dernières décennies d'un usage fréquent en histoire sociale, en particulier pour l'étude des groupes dominants². Les recherches consacrées à la genèse de l'État moderne dans les années 1980 et 1990 en fournissent un bon exemple, celles-ci ayant largement fait appel à la méthode prosopographique en s'appuyant sur des bases de données consacrées aux officiers de tous rangs, aux financiers, aux membres des institutions représentatives, des cours princières ou du haut-clergé. Il y a de bonnes raisons à cela : en permettant l'étude simultanée des propriétés individuelles et collectives, des relations entre individus et entre les individus et leurs milieux, cette approche prémunit l'historien aussi bien contre l'illusion de groupes sociaux homogènes et doués d'une volonté propre que contre celle d'individus exceptionnels, contenant en eux-mêmes l'explication des processus historiques. Outre cette vertu épistémologique, la popularité de la méthode prosopographique doit beaucoup à la diversification des modes de traitement des données collectées par la diffusion dans le champ de la recherche historique des méthodes d'analyse factorielle³, d'analyse de réseau⁴ ou d'analyse séquentielle⁵, qui rendent possible une représentation synthétique des attributs des individus, de la structuration relationnelle du groupe étudié ou des trajectoires sociales de ses membres. Aujourd'hui, la multiplication des bases de données historiques en ligne, qui est l'un des aspects les plus visibles du développement des humanités numériques, offre de nouvelles applications à la méthode prosopographique en permettant la mise en relation des bases de données, que ce soit à des fins de comparaison des populations étudiées ou d'identification de parcours individuels composites, par exemple dans le domaine de l'histoire sociale des universités⁶.

Cette popularité de la méthode ne doit pas occulter le fait que la réalisation d'une enquête prosopographique place l'historien devant de sérieuses embûches, tant sur le plan des conditions documentaires de faisabilité que sur le plan des méthodes d'exploitation des bases de données constituées, qui ont été identifiées de longue date. L'une de ces difficultés tient aux

---

1. Nos remerciements vont ici à Adrien Thibault, qui nous a fait l'amitié d'une utile relecture.

2. Cette prédominance des dominants parmi les études prosopographiques tient à la rareté des sources relatives aux milieux populaires suffisamment complètes pour permettre la construction de bases de données exploitables. Ce principe général souffre cependant quelques exceptions : voir notamment C. GAUVARD, 2010 [1991] ; *id.*, 1996.

3. Cette méthode, mise au point par des psychologues, a été popularisée dans le champ des sciences sociales suite à la publication de P. BOURDIEU & M. DE SAINT-MARTIN, 1976. Pour des exemples d'applications à la discipline historique : J.-P. GENET, 2002 ; D. FRABOULET, 2007.

4. Pour une présentation de travaux utilisant cette méthode : C. LEMERCIER, 2005a.

5. Voir notamment les travaux de C. LEMERCIER, 2005b.

6. C'est l'ambition du réseau Héloïse, qui réunit plusieurs bases de données relatives aux diplômés des universités aux époques médiévale, moderne et contemporaine, à l'échelle européenne. Pour une présentation de ces bases de données et des usages qui peuvent en être faits, voir L. POMANTE, 2013.

modalités du partitionnement de la population étudiée ; elle est ainsi décrite par Lawrence Stone :

« [L'un des dangers] qui menace tout prosopographe est le risque de ne pas identifier d'importantes subdivisions au sein de la population étudiée et, par conséquent, de regrouper des individus qui diffèrent significativement. Une recherche bien menée suppose une interaction constante entre l'hypothèse de travail et les données collectées, afin d'affiner progressivement cette hypothèse à la lumière des sources. Mais si une subdivision qui se révèle par la suite d'une importance décisive n'a pas été identifiée à temps, il est généralement trop tard pour revenir en arrière et tout reprendre à zéro⁷. »

Le problème du partitionnement de la population étudiée est d'autant plus crucial qu'il concerne directement l'un des principaux intérêts de la méthode prosopographique, à savoir la possibilité de procéder, dans l'ordre du social, à des jeux d'échelles entre l'individu, l'ensemble de la population et des groupes intermédiaires relativement homogènes, susceptibles de jouer un rôle structurant pour l'ensemble étudié. Historiquement, la solution apportée à ce problème a été le recours à un critère unique et stable, sélectionné *a priori*. Ainsi, dans le cas de l'histoire des agents du pouvoir d'État à l'époque moderne, Roland Mousnier a distingué ceux qui détiennent un office vénal et ceux dont la charge est réputée ne pas l'être, afin de montrer que deux types de vénalités des offices sont possibles, l'une régie par la loi et l'autre par le système des fidélités et du patronage⁸. Pierre Chaunu a fait le départ entre les serviteurs de l'État de justice et les agents de l'État de finance, dans le but de déterminer des rythmes de croissance différenciés selon les grandes fonctions de l'État royal⁹. Les programmes consacrés à la genèse de l'État moderne en Europe, mentionnés précédemment, ont donné lieu à une analyse différenciée des officiers des institutions centrales et de ceux exerçant au niveau local, ce qui permet d'aborder le problème du fonctionnement géographique du pouvoir et toutes les questions qui en découlent (sur les lieux de la prise de décision, sur les différences de traitement entre les territoires par le pouvoir central, sur les conditions d'application locale des actes pris par le pouvoir central, etc.)¹⁰. Plus récemment, les recherches consacrées aux officiers moyens se sont attachées à un critère hiérarchique, ce qui rend possible l'examen de questions qui n'auraient pas de sens appliquées à l'ensemble des officiers royaux, comme celles de la mobilité sociale ascensionnelle ou celle du degré de

7. « The second danger which threatens every prosopographer is that he may fail to identify important subdivisions, and may thus be lumping together individuals who differ significantly from one another. Good research depends on a constant interplay between the hypothesis and the evidence, the former undergoing repeated modification in the light of the latter. But if a subdivision which later turns out to be of critical importance has not been noted at the time, it is usually too late to go back and do the work all over again. » C'est nous qui traduisons. L. STONE, 1971, p. 60-61.

8. R. MOUSNIER, 1971, p. 337-390.

9. P. CHAUNU, 1977, p. 35-37 et 193-224.

10. Par exemple, P. MOLAS RIBALTA, 1996 ; G. E. AYLMER, 1996.

loyauté au pouvoir royal¹¹. Dans chacun de ces cas, une question de recherche initiale a conduit à la sélection d'un critère de partitionnement susceptible d'y répondre de façon satisfaisante, en une démarche héritée de l'histoire-problème des *Annales*, que l'on peut qualifier d'hypothético-déductive.

S'il est évident qu'une telle approche a rendu et rend encore d'immenses services à la discipline historique, nous voudrions montrer qu'il est possible de renverser la chronologie des choix méthodologiques, en s'appuyant sur la structure des données collectées pour procéder au partitionnement des individus. Le caractère inductif et empirique de cette méthode suppose de pouvoir analyser des données prosopographiques qui n'ont pas encore été simplifiées par un regroupement qui est, précisément, un des objectifs intermédiaires de cette analyse. Dans le domaine de l'étude des officiers d'État à l'époque moderne, cette analyse implique donc une forme de nominalisme institutionnel qui revient à prendre au sérieux la désignation indigène des offices, ainsi qu'une représentation du service princier comme un continuum qu'il est possible de résumer, dans un second temps, par une typologie construite en partant des similarités et des différences observées. L'un des intérêts d'une telle démarche est la possibilité de construire une typologie fondée sur plusieurs variables identifiées comme structurantes plutôt que sur un critère unique, de façon à apprécier de façon pondérée le rôle des différentes ressources sociales dans l'accès aux offices d'État.

Afin de faire une démonstration de ce type d'approche, nous nous appuyons ici sur une base de données prosopographique constituée dans le cadre d'une thèse de doctorat consacrée aux officiers d'État des duchés de Lorraine et de Bar durant la première modernité¹². La première étape consiste à identifier les oppositions structurant le plus fortement la population étudiée au moyen d'une des méthodes de l'analyse factorielle, l'analyse des correspondances multiples (ACM). Une fois obtenue une projection des individus sur un plan factoriel, une méthode de partitionnement automatique, la classification ascendante hiérarchique (CAH) est employée sur la base des coordonnées des individus sur ce plan. À l'issue de ce protocole, l'examen des propriétés des individus composant les groupes issus de ce partitionnement permet d'en identifier la logique et donc de procéder à son interprétation.

---

11. J. NAGLE, 1990 ; M. CASSAN, 1996 ; *id.*, 2004. Voir aussi les trois numéros des *Cahiers du Centre de recherches historiques* consacrés à cet objet, à savoir les n^{os} 23, 27 et 38, des seconds semestres des années 1999, 2001 et 2006.

12. A. FERSING, 2017.

1. Le service ducal lorrain saisi par l'analyse des correspondances multiples

L'identification des oppositions structurant le groupe des officiers ducaux de Lorraine a été réalisée au moyen d'une base de données documentant les propriétés sociales et les carrières de ces hommes. Pour réaliser une analyse des correspondances multiples à partir de ces données, les variables de carrière ont été définies comme variables actives et les variables de ressources comme variables illustratives. Les résultats de cette analyse montrent un service ducal structuré par une double opposition entre les plus belles carrières et des carrières médiocres, d'une part, et entre un mode de service noble et un mode de service robin, d'autre part.

Une prosopographie (presque) exhaustive des officiers d'État des duchés de Lorraine et de Bar

La base de données des officiers ducaux de Lorraine comporte 2 157 individus ayant détenu au moins un office entre 1545 et 1633, soit la plus grande partie du service ducal, puisque les seuls officiers exclus de cette base sont les officiers militaires exerçant des fonctions provisoires, les officiers domestiques et auliques, ainsi que les petits officiers. Dans le cas des officiers domestiques et auliques, les serviteurs exclus de la base dépendent des services de cuisine (fruiterie, paneterie, pâtisserie, etc.), de chasse (vénerie et fauconnerie), des écuries, de la chapelle, de la chambre et plus généralement du soin de la personne ducale ou du gouvernement de l'espace curial ; ainsi, les maîtres d'hôtel, les chambellans et les gentilshommes suivants ou servants ont également été exclus du périmètre de la base. Pour ce qui est des petits officiers, le critère retenu a été celui de la subordination hiérarchique à un officier local ; de ce fait, l'exclusion a concerné les sergents, messagers et forestiers, ainsi que les officiers de justice de première instance nommés par le duc en tant que seigneur, dans le domaine (échevins, doyens, maires, etc.). Pour décrire l'ensemble étudié de façon positive, on peut dire qu'il s'y trouve tous les officiers locaux exerçant une autorité (c'est-à-dire les baillis, gouverneurs, prévôts, gruyers, receveurs, capitaines, contrôleurs et clercs jurés des deux duchés de Lorraine et de Bar), tous les officiers de justice (à savoir ceux du conseil privé, ceux du tribunal des échevins de Nancy, ceux des deux chambres des comptes de Nancy et Bar, ceux de la cour souveraine de Saint-Mihiel, les procureurs généraux des duchés ainsi que les procureurs généraux et lieutenants généraux des tribunaux de bailliage), tous les officiers de finance (les officiers et gouverneurs des salines, les receveurs généraux, les contrôleurs des finances, les trésoriers généraux et trésoriers spécialisés) et tous les officiers de gouvernement (ceux du conseil ducal et ceux de la chancellerie, ainsi que les grands officiers de la couronne ducale).

Chacun de ces individus est décrit, outre les variables d'identité (numéro unique, prénom et nom) et les variables de localisation chronologique (date de début de carrière et de fin de carrière), par deux types de variables susceptibles d'être mobilisées dans le cadre d'une analyse factorielle. Les variables de ressources visent à enregistrer les capitaux dont disposent les officiers, au sens que Pierre Bourdieu donne à ce terme. Elles sont au nombre de sept : la qualité (c'est-à-dire l'éventuelle détention d'un titre de noblesse), le diplôme, l'activité exercée avant l'entrée dans le service ducal, la parenté (c'est-à-dire la position sociale du père), l'alliance (c'est-à-dire la position sociale du beau-père), le patronage (c'est-à-dire l'éventuel appui d'un patron) et la participation au crédit ducal. Les variables de carrière visent quant à elles à résumer la trajectoire d'un individu dans le service ducal ; elles sont au nombre de cinq : le nombre d'offices détenus, la durée de la carrière, le premier office détenu, le meilleur office détenu¹³ et le deuxième meilleur office détenu.

Pour renseigner ces différents champs dans la base de données, trois principaux types de sources ont été employés. Les lettres patentes de provision en office ont servi de fondement à l'élaboration de la base de données, tant du fait de leur rôle incontournable dans la connaissance des carrières que de leur intérêt pour la connaissance des individus pourvus¹⁴ et des motivations premières¹⁵. Pour les officiers des institutions centrales, les comptes du trésorier général de Lorraine ont permis d'identifier, au moyen du chapitre de dépenses relatif au versement des gages, des officiers non pourvus par lettres patentes et de récolter incidemment de nombreuses informations biographiques sur l'ensemble de ces hommes. Après 1591 et l'établissement de la vénalité des offices dans l'État ducal, un chapitre de recettes *ad hoc* apparaît dans les mêmes comptes, dont les articles sont également porteurs de précieux renseignements biographiques sur les officiers payant la finance d'un office ou le quart denier lors d'une procédure de mutation¹⁶. Enfin, dans le cas des

---

13. La hiérarchisation des offices a été opérée grâce à la synthèse de trois hiérarchies indigènes, à savoir le tarif du droit du sceau de 1551, le prix des offices établi lors de l'introduction de la vénalité la même année et l'emplacement des officiers dans le cortège funèbre du duc Charles III en 1608.

14. Caroline Le Mao a souligné, pour la France de Louis XIV, l'intérêt des patentes de provision aux offices, dans lesquelles coexistent un discours formaliste et stéréotypé et des informations beaucoup plus précieuses pour l'historien. Ce constat vaut pour les lettres expédiées par la chancellerie ducal de Lorraine au siècle précédent. C. LE MAO, 2012.

15. De ce point de vue, la pratique ducal est identique aux usages de la monarchie française, puisque le Conseil du roi, comme l'a noté Christophe Blanquie, « justifie la plupart de ses décisions ». « De même, les édits royaux débutent-ils par un véritable exposé des motifs. On objectera que les explications avancées ne constituent parfois, au mieux, que des prétextes. Elles ne forment pas moins les linéaments d'un discours que l'État tient sur lui-même [...]. La franchise de ce discours peut surprendre, elle caractérise pourtant cet âge d'or de la raison d'État ». C. BLANQUIE, 1998, § 3.

16. Sur les règles de fonctionnement de la vénalité des offices en Lorraine ducal, voir A. FERSING, 2017, p. 268-297.

officiers anoblis – qui sont 327 parmi les 2 157 individus de la base, soit 15 % de l'ensemble –, les lettres patentes d'anoblissement ont également permis de récolter des éléments de nature à renseigner les champs de la base de données.

Expliquer les carrières des individus par les capitaux qu'ils détiennent

L'idée selon laquelle les capitaux détenus par les officiers peuvent expliquer leurs carrières repose sur l'hypothèse d'une compétition entre plusieurs candidats aux offices, inégalement pourvus des différents capitaux que le Prince et son conseil sont susceptibles de prendre en compte dans l'attribution desdits offices¹⁷. De ce fait, le volume des capitaux détenus par l'un de ces candidats ne peut être apprécié que relativement au volume des capitaux détenus par ses compétiteurs. Ce caractère relationnel de la valeur des capitaux mis en œuvre dans l'accès aux offices invite à appréhender le groupe des officiers ducaux comme un espace social, au sens que Pierre Bourdieu donne à ce syntagme, à savoir :

« [un] ensemble de positions distinctes et coexistantes, extérieures les unes aux autres, définies les unes par rapport aux autres, par leur extériorité mutuelle et par des relations de proximité, de voisinage ou d'éloignement et aussi par des relations d'ordre, comme au-dessus, au-dessous et entre [...]. Les distances spatiales sur le papier équivalent à des distances sociales¹⁸ ».

Une telle conception conduit en effet le chercheur à tenter de mesurer des distances entre différents individus ou – ce qui revient au même – entre différentes positions dans l'espace social considéré. Pour ce faire, les sociologues inspirés par les travaux de Pierre Bourdieu ont coutume d'utiliser les méthodes de l'analyse factorielle, qui, en projetant les individus et les propriétés étudiés sur un plan, rendent possible la représentation visuelle de la notion d'espace social.

Parmi les différentes méthodes d'analyse factorielle, notre choix s'est porté sur l'analyse des correspondances multiples (ACM), du fait de la nature et du nombre des variables composant la base de données des officiers ducaux de Lorraine : l'analyse en composantes principales (ACP), nécessitant des données quantitatives, n'était pas appropriée ; l'analyse factorielle des correspondances (AFC), ne permettant de croiser que deux variables, ne l'était pas davantage. À ce stade, il peut être utile de rappeler aux chercheurs coutumiers des autres méthodes d'analyse factorielle que, en ACM, le pourcentage d'inertie associé aux axes factoriels dépend du nombre des modalités pour

---

17. Sur les observations permettant de fonder cette hypothèse, voir A. FERSING, 2017, p.555-560 et 477-554.

18. P. BOURDIEU, 1994, p.20.

chaque variable active dans le tableau de données étudié¹⁹. De ce fait, les taux d'inertie expliquée par le premier plan factoriel sont généralement bien plus faibles en ACM que ce qui apparaît avec les autres méthodes factorielles, sans que cela ne reflète directement l'intensité des corrélations mises en évidence.

Le recours à l'ACM implique de choisir, parmi les variables composant la base de données à étudier, celles qui sont actives, c'est-à-dire qui participent à la construction des axes, et celles qui sont illustratives, en ce sens que leurs modalités sont projetées *a posteriori* sur les plans factoriels, mais sans contribuer à leur construction. Ce choix oblige le chercheur à formuler une hypothèse relative aux relations entre les variables qui décrivent les individus présents dans la base de données qu'il a constituée. Ici, nous considérons que les capitaux détenus par les serviteurs du pouvoir princier – « qualité », « diplôme », « activité antérieure », « parenté », « alliance », « patronage », « participation au crédit ducal » – jouent un rôle dans l'obtention de leurs offices et donc que ces ressources peuvent dans une certaine mesure expliquer les carrières observées. Pour cette raison, les variables relatives à la carrière – « durée de la carrière », « premier office », « meilleur office », « deuxième meilleur office²⁰ » – ont été utilisées comme variables actives afin de construire un espace des carrières dans lequel sont ensuite projetées les modalités des variables relatives aux capitaux, utilisées comme illustratives.

La variable « durée de carrière », d'essence quantitative, a été discrétisée en six classes qui sont autant de modalités : *moins de 7 ans*, *7 à 11 ans*, *12 à 16 ans*, *17 à 22 ans*, *23 à 29 ans*, *plus de 29 ans* ; chacune de ces classes représente entre 6,7 et 7,5 % de l'effectif total²¹. Les trois variables « premier office », « meilleur office » et « deuxième meilleur office » prennent vingt modalités qui sont des offices ou des regroupements d'offices. Pour procéder à ces regroupements, nous avons suivi la proposition de Jean-Philippe Genet, qui consiste à réunir dans un second temps des modalités ayant des contributions comparables à la construction des axes²², ce qui a permis de

19. F. HUSSON, S. LÉ & J. PAGÈS, 2009 [2016], p. 140. Sur la genèse et les fondements mathématiques de l'ACM, lire son inventeur, J.-P. BENZÉCRI, 1977.

20. La variable « nombre d'offices détenus », qui figure dans la base de données des officiers ducaux de Lorraine, n'a pas été retenue comme variable active pour cette analyse factorielle, car son rôle important – lui-même lié à la distribution des modalités la composant – tend à marginaliser les autres variables de carrière et donc à réduire l'analyse à une simple opposition entre carrières simples et carrières composites.

21. Soit, comptées ensemble, 43,1 % de l'effectif total, cette donnée étant inconnue pour 56,9 % des individus de la base.

22. Par ce moyen, Jean-Philippe Genet est amené à rassembler les Écossais, les Anglais nés à l'étranger et ceux nés à Calais ou à Jersey, car ils ont des propriétés comparables et contribuent donc de façon semblable à la construction des axes. Cette consolidation permet d'améliorer la projection de l'ensemble des modalités sur le plan factoriel, en évitant que celui-ci ne soit trop fortement déterminé par des modalités à faibles effectifs. Au demeurant, si cette réunion n'a pas en elle-même de logique géographique, on peut comprendre – même sans bien connaître l'Angleterre médiévale – qu'elle a une certaine cohérence sur un plan

passer d'un peu plus de 150 dénominations indigènes distinctes aux vingt modalités employées ici.

Pour ce qui est des variables illustratives, la variable « qualité » prend six modalités, qui tiennent à la structuration du second ordre dans l'espace lorrain : *roturier, anobli, descendant d'anobli, gentilhomme déclaré, gentilhomme, ancien chevalier*. Cette typologie des qualités correspond en effet aux conceptions indigènes du fait nobiliaire, qui ont une existence légale et, à ce titre, produisent des effets de droit²³ ; pour cette raison, il était préférable de les reprendre à l'identique dans la base de données plutôt que d'opérer des regroupements aventureux et dépourvus de sens du point de vue de la Lorraine ducale. La variable « activité antérieure » prend neuf modalités : *aucune ou inconnue, avocat ou praticien, ecclésiastique, emploi militaire, marchand, office domestique, office hors service ducal, petit office, tabellion*. Les variables « parenté » et « alliance », relatives aux pères et aux beaux-pères des officiers, prennent chacune neuf modalités identiques : *aucun office connu, grand officier noble, grand robin, officier aulique ou militaire, officier de finance, officier de justice, officier hors service ducal, officier local, petit officier*. Les variables « diplôme », « patronage » et « participation au crédit ducal » prennent chacune deux modalités booléennes d'absence ou de présence²⁴.

Il est possible de se faire une première idée de la distribution des modalités de ces variables parmi la population étudiée en ayant recours à des analyses bivariées, par exemple en croisant les variables « premier office détenu » et « qualité » (Tableau 1). Ce type d'analyse permet de mettre en lumière quelques régularités notables : ainsi, alors que 78 % des officiers ayant commencé leur carrière comme clerc juré ou contrôleur sont des roturiers, 72 % de ceux qui sont entrés dans le service ducal par l'office d'auditeur des comptes sont issus de la nouvelle noblesse (anobli, descendant d'anobli ou gentilhomme déclaré), tandis que 65 % des hommes dont le premier office a été une capitainerie locale sont issus de vieilles familles nobles (gentilshommes et anciens chevaliers). Sur le plan méthodologique, ce type de tableau souligne surtout l'insuffisance d'une approche bivariable pour l'analyse de bases de données comprenant plus de quelques variables structurées en un petit nombre de modalités, puisqu'il faudrait, avec les douze variables composant la base de données des officiers ducaux, 66 de ces grands tableaux²⁵ d'une lisibilité médiocre pour pouvoir examiner tous les aspects de la distribution des modalités. Et

socio-culturel, les quatre modalités fusionnées partageant un statut de périphérie, par rapport aux comtés centraux du royaume. J.-P. GENET, 2002, § 8 à 12.

23. Voir A. FERSING, 2017, p. 109-111, 526-531, 533-539, 570-577 ; et, surtout, A. MOTTA, 2012, p. 40-102.

24. Nous tenons à remercier ici Jean-Philippe Genet pour ses conseils relatifs à la faible pertinence d'un maintien de la distinction indigène entre la licence de droit et le doctorat de droit, les deux diplômes ayant en pratique des effets très comparables sur la carrière de leurs détenteurs.

25. À raison de $n*(n-1)/2$ paires dans un ensemble de n individus.

Tableau 1. Analyse bivariable de la base de données des officiers ducaux de Lorraine (qualité et premier office détenu)

	Roturier	Anobli	Descendant d'anobli	Gentilhomme déclaré	Nouvelle noblesse ^a	Gentilhomme	Ancien chevalier	Noblesse d'extraction ^b	Total
Agent	26 59%	4 9%	3 7%	0 0%	7 16%	10 23%	1 2%	11 25%	44 100%
Auditeur des comptes	13 11%	22 18%	62 51%	3 2%	87 72%	21 17%	0 0%	21 17%	121 100%
Capitaine local	24 12%	18 9%	27 13%	2 1%	47 23%	95 46%	39 19%	134 65%	205 100%
Clerc juré / Contrôleur	249 78%	29 9%	31 10%	0 0%	60 19%	11 3%	0 0%	11 3%	320 100%
Conseiller des Grands Jours	0 0%	3 19%	10 63%	0 0%	13 81%	3 19%	0 0%	3 19%	16 100%
Conseiller d'État	5 7%	4 6%	19 27%	3 4%	26 37%	16 23%	24 34%	40 56%	71 100%
Contrôleur des finances	15 37%	12 29%	9 22%	1 2%	22 54%	3 7%	1 2%	4 10%	41 100%
Échevin du Change	3 20%	3 20%	9 60%	0 0%	12 80%	0 0%	0 0%	0 0%	15 100%
Grand officier de finance	4 9%	13 28%	23 50%	3 7%	39 85%	3 7%	0 0%	3 7%	46 100%
Grand officier noble	0 0%	0 0%	1 1%	1 1%	2 2%	28 30%	62 67%	90 98%	92 100%
Grand robin	2 13%	2 13%	7 47%	1 7%	10 67%	3 20%	0 0%	3 20%	15 100%
Greffier de cour supérieure	45 74%	5 8%	11 18%	0 0%	16 26%	0 0%	0 0%	0 0%	61 100%
Officier de justice bailliagère	35 31%	33 29%	37 33%	2 2%	72 64%	6 5%	0 0%	6 5%	113 100%
Officier de salines	56 57%	19 19%	23 23%	0 0%	42 42%	0 0%	1 1%	1 1%	99 100%
Officier local	261 53%	89 18%	100 20%	0 0%	189 38%	40 8%	1 0%	41 8%	491 100%
Officier militaire	9 30%	4 13%	1 3%	2 7%	7 23%	10 33%	4 13%	14 47%	30 100%
Officier technique	22 49%	8 18%	3 7%	1 2%	12 27%	9 20%	2 4%	11 24%	45 100%
Petit officier	45 87%	4 8%	3 6%	0 0%	7 13%	0 0%	0 0%	0 0%	52 100%
Secrétaire	102 44%	49 21%	61 26%	13 6%	123 53%	7 3%	0 0%	7 3%	232 100%
Substitut	27 56%	6 13%	13 27%	0 0%	19 40%	2 4%	0 0%	2 4%	48 100%
Total	943 44%	327 15%	453 21%	32 1%	812 38%	267 12%	135 6%	402 19%	2157 100%

a. Cette colonne réunit les valeurs des modalités *anobli*, descendant d'*anobli* et gentilhomme déclaré.

b. Cette colonne réunit les valeurs des modalités gentilhomme et ancien chevalier.

encore n'aurait-on, par construction, qu'une juxtaposition de vues mettant en rapport deux variables, sans que n'apparaisse par ce seul moyen le système des relations entre l'ensemble des variables – ce qu'a *contrario* les méthodes d'analyse multivariée telles que l'ACM permettent de faire.

Le service ducal, un espace hiérarchisé et polarisé entre l'ancienne chevalerie et la noblesse de robe

Les deux axes qui expliquent la plus grande part de la variance totale du tableau de données, utilisés pour la projection des modalités²⁶ sur le plan factoriel (Figure 1), doivent être interprétés en fonction des variables actives ayant contribué à leur définition.

Figure 1. *Projection des modalités des variables actives et illustratives sur le premier plan factoriel*

Note. Les étiquettes et les points de couleur noire sont relatifs aux modalités des variables actives ; le gris est associé aux modalités des variables illustratives.

26. Pour la projection des individus, voir Figure 3.

L'axe 1, ici vertical²⁷, oppose les meilleures carrières, composées de plusieurs offices, qui sont aussi les meilleurs offices du service ducal, dans la partie haute du graphique, aux carrières les plus sommaires, composées d'un seul office, par ailleurs commun et mal positionné dans la hiérarchie des offices ducaux, au sud²⁸ de l'axe des abscisses. Le sens proprement hiérarchique de cet axe est confirmé par l'identification des modalités ayant le plus fortement contribué à sa construction, à savoir celle de grand officier noble comme meilleur office (18,8 %), premier office (13,1 %) et deuxième meilleur office (8,8 %) et celle de conseiller d'État comme deuxième meilleur office (8 %)²⁹. Le fait que les modalités correspondant aux meilleures positions du service ducal ait joué un rôle important dans la construction de l'axe ne fait pas obstacle à ce que celui-ci soit également cohérent dans sa partie inférieure : ainsi, il apparaît que les modalités qui correspondent au nombre d'offices occupés, toutes placées le long de l'axe des ordonnées, figurent dans leur ordre logique, alors même que cette variable n'a pas participé à la construction du plan factoriel.

L'axe 2, ici horizontal, oppose les carrières militaires et les meilleures carrières gouvernementales, composées des grands offices nobles, de capitaineries locales et de l'office de conseiller d'État (surtout lorsqu'il n'est que le deuxième meilleur office détenu), situées à l'est du graphique, aux carrières de robe ou des finances, situées dans la moitié occidentale du graphique. Cette opposition apparaît nettement dans la liste des modalités ayant contribué le plus fortement à la construction de l'axe : les deux premières, celles de grand officier noble en tant que meilleur office (11,7 %) et premier office (9,5 %), sont caractéristiques de carrières militaro-gouvernementales, tandis que les deux suivantes, celles de secrétaire comme premier office (7,2 %) et d'auditeur des comptes comme meilleur office (6,7 %), sont typiques des carrières de robe³⁰. Si cette opposition peut sembler obscure à un observateur non averti

---

27. Les représentations factorielles ne reposant que sur le positionnement relatif des points les uns vis-à-vis des autres, une modification du positionnement absolu de ces points respectueuse de leurs rapports mutuels est sans incidence ; à ce titre, les graphiques peuvent être inversés par une symétrie axiale verticale ou horizontale sans perdre de leur signification.

28. Par convention, nous utiliserons le vocabulaire des directions cardinales employées en géographie pour décrire les graphiques issus d'analyses factorielles.

29. Ces modalités représentent respectivement 6,3 % (pour 136 individus), 4,2 % (92), 1,5 % (33) et 2,4 % (53) de l'effectif total. Ces proportions relativement faibles s'expliquent principalement par le nombre élevé de modalités associées aux variables considérées, puisque les trois variables « premier office », « meilleur office » et « deuxième meilleur office » prennent toutes vingt modalités, ce qui donne à chacune d'entre elles un poids moyen de 5 %. Au demeurant, la modalité *grand officier noble* étant déjà le résultat d'un regroupement d'offices – voir note 22 –, il n'était pas possible de regrouper davantage sans perdre des informations essentielles sur la distribution des offices parmi les serviteurs du pouvoir ducal.

30. Ces quatre modalités représentent respectivement 6,3 % (pour 136 individus), 4,2 % (92), 10,8 % (232) et 7,6 % (163) de l'effectif total. Le poids moyen d'une modalité étant pour les variables considérées de 5 % de l'effectif total (à raison de vingt modalités par variable),

qui ne disposerait que des informations liées aux variables actives, elle est facilement appréhendable pour l'historien des institutions d'État de l'époque moderne, *a fortiori* avec le renfort des variables illustratives : le quart nord-est du graphique est celui où sont situés les membres de la noblesse d'extraction, tandis que l'on trouve dans le quart nord-ouest la noblesse récente, liée à l'office de robe. De ce point de vue, toutes les modalités des variables illustratives qui sont ici projetées sont éclairantes, puisque toutes celles qui se trouvent au nord-est de l'origine des axes sont principalement liées à des comportements ou des propriétés de l'ancienne noblesse, tandis que toutes celles qui sont au nord-ouest sont liées à la robe.

L'axe 3 de l'ACM, qui explique 3,35 % de la variance totale du tableau de données, oppose un petit nombre d'officiers de finance à l'ensemble des autres officiers ; l'axe 4, qui représente 3,28 % de la variance totale, oppose quant à lui quelques officiers techniques à l'ensemble des autres officiers, ce qui s'explique par le fait que leurs carrières n'incluent que très rarement un office d'une autre nature. Si l'existence de ces axes a le mérite d'attirer l'attention de l'historien sur la spécificité de ces formes de service, les faibles effectifs associés à ce type d'offices limitent l'intérêt de ces axes dans une étude consacrée à la structuration de l'ensemble du service ducal.

2. Un partitionnement automatique des officiers appuyé sur les résultats de l'analyse factorielle

L'analyse factorielle des données biographiques des officiers ducaux fournit une base pour le partitionnement automatique de cette population, qui a été réalisé au moyen de la méthode de la classification ascendante hiérarchique (CAH). Les données utilisées ont été les coordonnées des individus sur les deux premiers axes factoriels obtenus par l'ACM ; sur cette base, on obtient une partition en trois groupes d'effectifs inégaux. L'étude des propriétés des individus composant ces groupes permet d'interpréter facilement leur signification et d'y voir une partition du service ducal entre des grands officiers nobles, des robins et des officiers locaux.

Les vertus de la classification ascendante hiérarchique pour une étude prosopographique

Parmi les diverses méthodes de partitionnement automatique, nous avons fait le choix d'utiliser la classification ascendante hiérarchique (CAH). L'objectif de cette méthode est de regrouper les individus composant une population étudiée en un certain nombre de classes en faisant en sorte que

---

l'axe 2 ne dépend pas, dans sa construction, de modalités à faibles effectifs, contrairement à l'axe 1 (voir note 29).

ces classes soient les plus homogènes possible. Cette démarche se fonde sur la tension entre le nombre de classes et le degré d'homogénéité de celles-ci, tension qui s'observe par la comparaison des deux cas extrêmes : avec le nombre minimum de classes, à savoir un, l'homogénéité de cette classe est très faible puisqu'elle réunit tous les individus étudiés ; avec un nombre de classes égal au nombre d'individus, l'homogénéité de ces classes est parfaite – mais l'opération ne présente guère d'intérêt pour le chercheur. Pour obtenir une homogénéité la plus grande possible et un nombre de classes le plus petit possible, les différentes méthodes de classification ascendante hiérarchique³¹ impliquent de procéder de façon itérative, en partant d'un nombre de classes égal au nombre d'individus. Les individus sont ensuite rassemblés par paire ou petits groupes à partir de leurs différences³² ; lorsqu'ils ne sont décrits que par deux variables, cette différence revient à la distance qui les sépare dans le plan euclidien formé par les deux axes correspondant aux deux variables considérées. Le fait de substituer à un nuage de points un nombre plus petit de classes fait perdre une partie de la quantité d'informations initialement présente dans le tableau de données (appelée la variance totale, ou l'inertie), sauf dans le cas (rare) où les individus composant les classes sont parfaitement identiques au sein de chaque classe. La quantité d'information perdue à chaque réduction par un du nombre de classes est enregistrée par le logiciel réalisant la CAH³³, ce qui permet de produire en fin d'analyse un graphique représentant la variance conservée pour chaque nombre de classes, sur la base duquel il est possible de choisir un nombre de classes permettant de minimiser la perte de données qui résulte de l'opération de classification.

Un partitionnement circonscrit aux données résumées par les deux premiers axes factoriels

Une classification ascendante hiérarchique a été réalisée en partant de l'analyse des correspondances multiples présentée *supra* (Figure 1) ; plus précisément, la CAH a été fondée sur les coordonnées des individus sur les deux premiers axes de l'ACM. Les résultats obtenus sur cette base suggèrent (Figure 2) une partition en trois classes, dont les effectifs sont inégaux, puisque la première regroupe 133 individus (soit 6,2 % de l'effectif total), la seconde 626 individus (soit 29 % de l'effectif), et la dernière 1 398 individus (soit 64,8 %).

---

31. Il existe plusieurs méthodes de regroupement hiérarchique des individus. Nous utilisons ici la méthode de Ward, aussi connue des chercheurs francophones sous le nom de méthode des moments d'ordre 2, qui est la plus couramment employée. F. HUSSON, S. LÊ & J. PAGES, 2009 [2016], p. 176-187.

32. Un individu est d'abord groupé à celui que se trouve le plus proche de lui, puis cette paire est groupée à la paire la plus proche, etc. Sur cette méthode, voir J.-P. BENZÉCRI, 1982, p. 209-218.

33. Ici, l'environnement de programmation *R* et le paquet *cluster*.

Figure 2. *Dendrogramme et diagramme des gains d'inertie de la CAH*

Le choix de procéder au partitionnement de la population des officiers ducaux en retenant leurs coordonnées sur le premier plan factoriel, à l'exclusion des axes suivants, a deux conséquences. D'abord, les classes obtenues n'étant déterminées que par les coordonnées associées aux deux premiers axes de l'analyse factorielle (à savoir la position de l'individu dans la hiérarchie du service ducal et le caractère plutôt noble ou plutôt robin de sa carrière en office), ces classes sont très cohérentes sur ces deux plans, comme on peut le constater grâce à la Figure 3, dans laquelle les trois classes sont matérialisées par une coloration des points représentant les individus.

Figure 3. *Projection des individus sur le premier plan factoriel avec habillage lié à la partition d'appartenance*

Le corollaire de cette grande cohérence est qu'aucun autre type de corrélation identifiable dans le tableau de données ne participe à cette classification, puisque les coordonnées des individus sur les axes 3, 4 et suivants n'ont pas été utilisées lors de la classification. Sur un plan méthodologique, il faut souligner qu'un tel choix revient à renoncer aux informations relatives aux oppositions les moins structurantes pour l'ensemble de la population étudiée, afin de maximiser la cohérence des partitions obtenues sur le plan des deux oppositions la structurant le plus fortement.

Le rôle des artefacts statistiques ayant été réduit autant que possible par les moyens employés dans l'élaboration des modalités des variables actives – par le regroupement itératif des modalités semblables, en particulier –, ce résultat reflète pour l'essentiel la structure du service ducal, organisé en trois groupes assez distincts et assez homogènes, qu'il est facile d'interpréter au moyen de leurs propriétés sur le plan des variables de carrière.

Le service ducal lorrain : des grands officiers nobles, des robins et des officiers locaux

Pour caractériser les classes issues de la CAH, il est utile d'observer les propriétés des individus qui les composent, en particulier sur le plan des variables actives de l'ACM (qui ont déterminé les coordonnées des individus sur les axes et donc, ultimement, leur classe d'attribution lors de la CAH). Ces propriétés sont particulièrement éclairantes pour les variables *premier office*, *meilleur office* et *deuxième meilleur office*.

Ainsi, la première classe d'officiers se caractérise par sa grande homogénéité pour le critère du meilleur office détenu, puisque les 133 individus qui la composent ont détenu au moins un grand office réservé à la noblesse (c'est-à-dire un office de bailli, capitaine de l'artillerie, capitaine de la garde ducal, chef du conseil, chef des finances, gouverneur de place forte, grand gruyer, maréchal ou sénéchal). Ce type d'office représente également le premier office de 92 d'entre eux (69,2 % du groupe) et le deuxième meilleur office de 33 d'entre eux (24,8 %). Lorsque ces hommes ont occupé d'autres offices, il s'agit principalement des offices de capitaine local (17,3 % des premiers offices, 10,5 % des deuxièmes meilleurs offices) et de conseiller d'État (11,3 % des premiers offices, 21,8 % des deuxièmes meilleurs offices). Dans tous les cas, il s'agit d'offices caractérisant le service de l'ancienne noblesse ; on peut donc identifier ce groupe de 133 individus à celui des grands officiers nobles.

La deuxième classe se caractérise par des carrières beaucoup plus diverses, puisque pour le seul critère de la meilleure position occupée, quatorze offices différents apparaissent. Ces offices, et les effectifs qui y sont associés,

permettent cependant d'identifier un facteur d'unité dans cette variété : les offices des cours supérieures de justice (c'est-à-dire hors tribunaux de première instance), les offices de finance et les offices de secrétaires de la chancellerie sont les meilleurs offices de 616 des 626 individus de la classe (soit 98,4 %). Comptés ensemble, ces offices représentent une part voisine des premiers offices (95,4 %) et, dans une moindre mesure, des deuxièmes meilleurs offices (38,3 % de la classe, mais 85,7 % de ceux qui ont eu au moins deux offices). En croisant ces trois critères, il apparaît qu'un seul officier sur les 626 de la classe n'a occupé aucun office de ce type ; il s'agit d'un agent représentant le pouvoir ducal à l'étranger, office rapproché des offices de robe lors de la classification en raison du nombre des anciens robins parmi les représentants du Prince, et *vice versa*. Ces critères permettent donc d'identifier ce second groupe à celui des officiers de robe, en un sens incluant l'ensemble des institutions centrales des duchés, y compris la chancellerie et les finances.

Enfin, la troisième classe – dont la définition peut se déduire une fois connue celle des deux autres – est peuplée aux quatre cinquièmes (82,9 %), pour ce qui est du meilleur office détenu, par les capitaines locaux, les clercs jurés et contrôleurs et les autres officiers locaux (prévôts, receveurs et gruyers). Les mêmes proportions s'observent pour le premier office détenu (82,8 %), ce qui tient à la rareté des officiers de ce groupe en ayant détenu deux (qui ne sont que 8,9 %). Outre ces offices, la troisième classe définie par CAH comprend également des officiers dont le meilleur office est celui d'officier militaire de rang moyen (lieutenant de place forte ou commissaire aux munitions, 2,5 %), d'officier technique (3,8 %) et de substitut du procureur ou, dans le Barrois, d'avocat fiscal (3,3 %). La logique de ce rapprochement est donc à la fois géographique et hiérarchique, en cela que la troisième classe, la plus nombreuse, est constituée d'officiers locaux plutôt dominés dans la hiérarchie des offices ducaux.

3. Le sens de l'exercice : identifier des relations entre ressources et carrières

Une fois identifiée la signification du partitionnement opéré par classification ascendante hiérarchique, il est utile d'examiner les propriétés des individus constituant les trois groupes obtenus sur le plan des variables de ressources, qui, n'ayant pas été actives lors de l'ACM, n'ont *a fortiori* pas été prises en compte lors de la CAH. On peut alors relever des régularités entre variables de ressources et variables de carrière, qui sont autant d'éléments d'explication à la trajectoire des officiers dans le service ducal.

La distribution aulique des grands offices aux principales familles nobles des duchés

L'étude des propriétés sociales du groupe de 133 officiers qui réunit les principaux officiers militaires (à savoir les maréchaux, les sénéchaux, les gouverneurs de place forte et les capitaines de l'artillerie et de la garde ducale), les principaux officiers de gouvernement des duchés (c'est-à-dire les chefs du conseil, les chefs des finances et dans une moindre mesure le grand gruyer), ainsi que les relais locaux du pouvoir ducal que sont les baillis, confirme la mainmise de la noblesse d'extraction sur ces offices. Les deux tiers des officiers de ce groupe (88 sur 133, soit 66,2 % de l'effectif) sont issus de familles de l'ancienne chevalerie de Lorraine ; ils sont entourés de 42 gentilshommes (31,6 % du groupe), issus de familles dont l'appartenance à l'ancienne chevalerie est incertaine³⁴, issus de la noblesse barroise ou installés dans les duchés après le processus de définition de l'ancienne chevalerie³⁵. Le monopole exercé par les vieilles familles sur ces offices souffre quelques rares exceptions puisque deux descendants d'anoblis, Gaspard Beurges et Nicolas Champenois, ainsi qu'un gentilhomme déclaré, Nicolas Champenois, fils du précédent, figurent dans le groupe. L'agrégation de ces trois hommes à la classe des grands officiers nobles lors de la CAH s'explique par le fait que tous trois ont obtenu un office de bailli, qui marque une étape supplémentaire dans l'intégration à la haute noblesse, puisque cet office est, en Lorraine ducale, étroitement associé à la noblesse d'extraction. Ainsi, Beurges est le détenteur de la seigneurie de Sivry³⁶ et un descendant d'anobli à la cinquième génération – son aïeul a été anobli en 1464³⁷ –, fils d'un conseiller au Parlement de Paris et déjà bailli du marquisat de Nomeny au service d'une branche cadette de la maison de Lorraine³⁸. Les deux Nicolas Champenois, père et fils, sont les descendants de Jean Champenois, procureur général de Lorraine anobli en 1509 ; leur famille est la première à bénéficier d'une déclaration de gentillesse, en 1600, qui les autorise à se faire appeler De Nogent.

Si l'appartenance à l'ancienne noblesse lorraine fonctionne pour le pouvoir ducal comme une garantie de loyauté³⁹, la nature politiquement sensible de ces offices conduit le Prince à multiplier les garanties en y installant majoritairement

---

34. A. FERSING, 2017, p. 573-575 ; A. MOTTA, 2012, p. 44-57.

35. C'est par exemple le cas des Baudouche, issus du pays messin, ou, au XVI^e siècle, des Porceleto, venus de Provence.

36. Département Meurthe-et-Moselle, arrondissement Nancy, canton Entre Seille et Meurthe. Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (désormais ADMM), B 83, fol. 189v à 190v, fol. 190.

37. Bibliothèque nationale de France, Lorraine 500, fol. 85v. A. PELLETIER, p. 55. URL : <http://comitehistoire.bnf.fr/dictionnaire-fonds/provinces-lorraine>.

38. ADMM, B 81, fol. 155 à 156 ; B 89, fol. 220v à 222v ; B 83, fol. 189v à 190v, fol. 190.

39. Sur les liens entre la maison ducale et la noblesse d'extraction de la principauté, voir A. MOTTA, 2012, p. 139-172.

des hommes qu'il connaît bien. Ainsi, 59 des 133 officiers du groupe (soit 44,4 %) ont occupé une fonction aulique à l'hôtel ducal ou dans un des hôtels princiers avant l'obtention de leur premier office enregistré dans la base de données des officiers ducaux ; en y ajoutant les quinze autres (11,3 %) qui ont servi dans l'armée ducale mise sur pied à l'occasion des guerres de la Ligue, il apparaît que plus de la moitié des officiers qui constituent ce groupe ont déjà eu l'occasion de se faire connaître du duc avant d'obtenir de lui un de ces offices. L'appartenance à un lignage qui a déjà donné des preuves de fidélité à la maison de Lorraine semble également pouvoir fonctionner comme une garantie, puisqu'une petite moitié des officiers qui constituent le groupe (61 sur 133, soit 45,9 % du groupe) sont des fils d'officiers ducaux⁴⁰. La concentration de ces offices entre les mains d'un petit nombre de familles est un autre indice de cette logique : sur les 88 officiers issus de l'ancienne chevalerie qui forment la plus grande partie du groupe des grands officiers nobles, 53, soit les six dixièmes, appartiennent à neuf familles⁴¹. En croisant ces deux critères – les positions précédemment occupées et l'appartenance à un lignage –, il apparaît que plus des trois quarts des grands officiers nobles sont connus par le duc pour leur présence à la cour ducale, pour un commandement militaire passé ou comme fils d'un autre serviteur de la maison de Lorraine (102 sur 133, soit 76,7 %).

La robe, espace de conversion des compétences juridiques en titres de noblesse

Sur le plan de la noblesse, le groupe des officiers de robe est sensiblement moins homogène que celui des grands officiers, mais un caractère majoritaire peut néanmoins être observé : avec 141 anoblis (soit 22,5 % de l'effectif du groupe), 224 descendants d'anoblis (35,8 %) et 26 gentilshommes déclarés (4,2 %), les membres de la noblesse créée par le Prince constituent les six dixièmes du groupe (62,5 %), auxquels il faut ajouter les onze fils de gentilshommes déclarés⁴², codés dans la base de données des officiers ducaux comme gentilshommes mais en fait issus de familles anoblies. Le reste du groupe se compose d'un quart de roturiers (162 officiers, soit 25,9 % du groupe) et d'un dixième de nobles d'extraction (57 gentilshommes et 16 membres de l'ancienne chevalerie, qui font ensemble 11,7 % du groupe). Les quelques membres de familles de l'ancienne chevalerie qui figurent dans ce groupe

---

40. Sur ces 61 fils d'officiers, on trouve 53 fils d'un grand officier noble, quatre fils d'officiers locaux, un fils d'officier de justice (Nicolas Champenois père) et un fils d'officier de finance (Louis de Lisseras, fils de Philippe de Lisseras, « porteur de sel » des salines de Dieuze).

41. Les D'Anglure, De Bassompierre, De Beauvau, Du Châtelet, De Haraucourt, De Lenoncourt, De Ligniville (ou Ligneville), De Raigecourt (ou Ragecourt) et De Savigny (ou Savagny).

42. Sur la portée juridique et la signification des déclarations de gentillesse, voir A. FERSING, 2017, p.533-539 et 889-890.

d'officiers sont situés à la périphérie de l'espace de la robe. Quatorze d'entre eux ont comme meilleur office celui de conseiller d'État, qui est socialement équivoque – puisqu'il peut être détenu aussi bien par des membres de la noblesse d'extraction que par des robins – et qui n'a donc pas suffi à ce qu'ils soient classifiés, lors de la CAH, comme grands officiers nobles. Un autre, Jean d'Ourches, a obtenu un office de robe⁴³ ; le dernier, George de Lisseras, a certes obtenu un office de bailli, mais s'est trouvé abaissé dans la robe, lors de la CAH, par son autre office de porteur de sel aux salines de Dieuze⁴⁴. Pour ce qui est des gentilshommes inscrits dans le groupe des robins, une grande partie d'entre eux sont issus de familles barroises qui ne tiennent pas ces fonctions pour indignes de leur naissance, ce qui témoigne d'une différence culturelle notable avec la noblesse du duché de Lorraine.

Outre une noblesse relativement récente, le groupe des officiers de robe se distingue du reste des officiers ducaux par des traits absents ou moins fréquemment constatés dans les autres groupes. Le diplôme universitaire de droit est l'élément le plus visible de ces ressources propres aux robins : 130 d'entre eux en détiennent un, soit un cinquième du groupe (20,8 %), alors que les officiers locaux sont un sur treize à l'avoir obtenu (107 sur 1 398, soit 7,7 %) et qu'aucun des grands officiers nobles ne peut, à notre connaissance, se prévaloir d'un grade universitaire en droit. Si cette proportion de diplômés parmi les officiers de robe du pouvoir ducal peut sembler faible – puisque près des quatre cinquièmes d'entre eux n'ont aucun grade universitaire connu – c'est parce qu'il est tentant de la comparer avec les exigences royales françaises, qui prévoient que tous les juges de bailliage (et, *a fortiori*, des juridictions supérieures) soient titulaires d'un diplôme universitaire de droit⁴⁵. On sait toutefois que, dans l'espace germanique, la progression de la part des diplômés des universités dans les institutions judiciaires des États de l'Empire n'est pas observable avant les ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles⁴⁶, les pouvoirs princiers n'ayant pas nécessairement la volonté ni les moyens d'attirer à leur service un nombre suffisant de diplômés en droit⁴⁷. Au demeurant, les lettres patentes de provision à des offices de justice font état d'autres formations au métier de juge considérées par le pouvoir ducal, telles que la pratique d'avocat ou l'apprentissage auprès d'un père lui-même officier de justice. Ces formes moins institutionnalisées de formation aux fonctions judiciaires ne sont pas rares parmi les officiers de robe lorrains, puisque 68 d'entre eux ont été avocats avant d'obtenir leur premier office (soit 10,9 % du groupe), auxquels on peut éventuellement ajouter les 35 anciens commis d'officiers

43. Il devient, le 13 décembre 1627, le premier auditeur des aides générales en titre d'office. ADMM, B 94, fol. 95.

44. ADMM, B 39, fol. 143v ; B 32, fol. 195.

45. Articles 48 et 49 de l'ordonnance de Blois de mars 1498, éditée dans F.-A. ISAMBERT, p. 347.

46. H. DE RIDDER-SYMOENS, 1996, p. 208-210.

47. A. FERSING, 2016.

(5,6 %), les 44 officiers étrangers, municipaux ou seigneuriaux (7 %) et les 26 tabellions (4,2 %), toutes fonctions susceptibles d'assurer, à des degrés divers, une connaissance du droit. Certains ont eu la possibilité de se former par la pratique d'un premier office de secrétaire (232, soit 37,1 %) ou, plus marginalement, d'officier local (9, soit 1,5 %); d'autres encore ont pu apprendre auprès d'un père titulaire d'un office de justice supérieure (143, soit 22,8 %). Si l'on croise ces différents critères, il apparaît que 346 des 507 officiers de justice supérieure des duchés (soit 68,2 %) ont un diplôme⁴⁸, ou ont exercé une activité ou détenu un office susceptible de leur permettre d'acquérir une culture juridique, ou bien encore sont des fils d'officiers de justice supérieure.

Faiblesse et diversité des capitaux parmi les officiers locaux

Les 1 398 individus qui constituent le groupe des officiers locaux sont ceux pour lesquels il est le plus difficile d'identifier les capitaux à l'œuvre dans l'accès aux offices ducaux. Cette difficulté tient en premier lieu au fait que ces hommes sont peu nombreux à faire carrière, puisque 1 270 d'entre eux (soit 90,8 % de l'effectif du groupe) n'ont obtenu qu'un seul office ducal. Cela implique, dans le cas de lettres patentes de provision formelles et brèves – comme elles le sont parfois⁴⁹ –, qu'il ne soit pas possible d'identifier par ce biais un motif probant à leur provision en office. La dispersion du versement de leurs gages entre toutes les recettes particulières rend en outre beaucoup plus difficile le suivi de leurs carrières au moyen de la documentation comptable. Enfin, les officiers locaux sont un groupe où les anoblis et leurs descendants sont peu nombreux : les destinataires de patentes d'anoblissement sont 186 (soit 13,3 % de l'effectif) et leurs descendants 227 (soit 16,2 %), auxquels il faut ajouter cinq gentilshommes déclarés ; en tout, 29,9 % des officiers locaux sont d'une noblesse récente. Il n'est donc pas possible, pour les 70,1 % restants, de bénéficier des informations contenues dans les patentes d'anoblissement.

Malgré ces moyens limités de collecter des informations sur les officiers locaux, il est possible d'identifier quelques facteurs jouant un rôle dans l'accès à l'office local. Ainsi, il est remarquable que 116 de ces hommes (soit 8,3 % de l'effectif) aient détenu un office à la cour ducal avant d'être pourvu de

---

48. L'écart entre cet effectif et celui de l'ensemble du groupe des officiers de robe (626) s'explique par l'inclusion dans ce groupe d'officiers de la chancellerie et d'officiers de finance qui n'ont détenu aucun office de justice, ainsi que par la présence dans le troisième groupe, celui des officiers locaux, de quelques officiers de justice bailliagère.

49. Les lettres patentes de provision de Pierre Serrier à l'office de contrôleur de la recette d'Arches, le 7 septembre 1610, sont un exemple de ce type de patentes, puisqu'elles ne contiennent aucune information sur leur destinataire. ADMM, B 80, fol. 178v et 179.

leur office de clerc juré⁵⁰, de prévôt⁵¹ ou de receveur⁵². Outre ces anciens serviteurs domestiques de la famille ducal, les offices locaux sont également détenus par des tabellions (59, soit 4,2 % de l'effectif) et des avocats (65, soit 4,7 %). Il s'agit également d'une possible promotion pour des officiers subalternes tels que des sergents⁵³, des messagers⁵⁴ ou des concierges⁵⁵; dans le domaine forestier, quelques arpenteurs de gruerie accèdent ainsi à l'office de contrôleur⁵⁶. De façon analogue, quelques commis parviennent à accéder au statut d'officier, souvent en remplaçant celui qui les avait institués⁵⁷. Comptés ensemble, ces officiers subalternes et ces commis représentent 4,4 % de l'effectif des officiers locaux (pour 62 individus). La reproduction familiale des positions joue également un rôle notable, même s'il est plus faible que pour les grands officiers nobles ou pour les officiers de robe : 225 officiers locaux sont ainsi des fils d'autres officiers locaux (soit 16,1 % de l'effectif), auxquels il est possible d'ajouter 147 autres fils d'officiers ducaux de statuts variés (qui représentent 10,5 % de l'effectif du groupe).

En tenant compte de tous les capitaux recherchés lors de l'élaboration de la base de données des officiers ducaux, il subsiste 420 officiers pour lesquels aucun capital susceptible de jouer un rôle dans l'accès à l'office n'a pu être identifié (soit 30 % de l'effectif). Cette spécificité du groupe des officiers locaux – les officiers sans capital identifié ne représentent que 9,6 % des officiers de robe (60 sur 626 individus) et il n'y en a aucun parmi les grands officiers nobles – tient en partie aux difficultés documentaires présentées, ainsi qu'à la faiblesse réelle des capitaux dont disposent ces hommes. La pratique de la mise à ferme de certains offices locaux, durant une partie de la période, favorise également la promotion d'individus peu dotés, si ce n'est en capital économique – ressource qui échappe largement aux sources

---

50. C'est par exemple le cas de Charles Jeannet (ou Jannet), que ses patentes de provision à l'office de contrôleur des recette et gruerie du comté de Bitche, en date du 26 février 1609, décrivent comme « Mareschal des Chambellans en n[ost]re hostel ». ADMM, B 79, fol. 44v à 45v, fol. 45.

51. C'est le cas de l'écuyer de cuisine Guillaume Bérangier fait prévôt, receveur et gruyer de Gondrecourt en 1576. ADMM, B 46, fol. 91v.

52. C'est ainsi que Nicolas Gegoul quitte l'office de pannetier de la cour pour celui de receveur de Neufchâteau et Châtenois, par des lettres du 25 avril 1591. ADMM, B 60, fol. 32.

53. Michel de Limitain, fait clerc juré et contrôleur de Lachaussée le 9 février 1549, est un ancien sergent de la gruerie. ADMM, B 23, fol. 178v.

54. C'est le cas de Nicolas Mengeot (ou Mengeotte), dit Crochet, messager de Lunéville qui accède au contrôle de la gruerie du lieu le 3 janvier 1547. ADMM, B 23, fol. 23v.

55. Claude Fuzelier, fait contrôleur de la recette de Souilly par des lettres du 23 septembre 1592, était auparavant concierge du château de la ville. ADMM, B 57, fol. 130; B 60, fol. 491.

56. Jean d'Essey, arpenteur de la gruerie de Nancy, devient le 14 décembre 1587 le contrôleur de cette caisse. ADMM, B 56, fol. 252 à 253.

57. C'est le cas de Jean Boucher, lieutenant du prévôt de Pierrefitte, qui accède à la prévôté le 3 juin 1610. ADMM, B 80, fol. 122 à 123.

prises à contribution dans l'élaboration de la base de données ayant servi de support à cette étude.

Conclusion

Le fait que les offices de la couronne ducal et les offices militaires soient réservés à des nobles proches de la cour, que les offices de robe soient détenus par des hommes utilisant leur maîtrise du droit savant comme un viatique vers le second ordre ou encore que les officiers locaux occupent des positions subordonnées dans la hiérarchie sociale du service princier sont des conclusions très classiques de l'histoire sociale des agents de l'État durant l'époque moderne. Il faut cependant souligner que ces conclusions ont été obtenues de façon inductive, sans formulation d'hypothèse initiale – autre que celle, triviale, d'un lien entre les ressources des individus et leurs carrières –, et au terme d'un unique protocole d'analyse des données articulant une analyse des correspondances multiples et une classification ascendante hiérarchique des individus sur la base de leurs coordonnées sur le premier plan factoriel obtenu.

Ce protocole a comme premier intérêt de faire apparaître les oppositions structurant le plus fortement la population étudiée : ainsi, le fait que l'opposition entre officiers de justice et officiers de finance, également très classique dans ce domaine d'études, n'apparaisse pas ici – ou plutôt, qu'elle n'apparaisse que comme troisième axe de l'ACM – est le signe d'une spécificité de l'État ducal lorrain, au moins par rapport au cas français, dans la mesure où les linéaments d'un État de finance n'y apparaissent pas avant le début du xvii^e siècle.

Un autre intérêt du procédé est que la subdivision de la population étudiée en trois groupes a été opérée par la combinaison de deux critères synthétiques : le premier est l'opposition entre les meilleurs offices du service ducal, pour l'essentiel associés aux institutions centrales, et les offices subordonnés, pour la plupart situés hors de Nancy et de Bar ; le second distingue les offices de la couronne, les offices militaires et les offices de baillis, d'une part, de tous les autres offices, d'autre part. Le croisement de ces deux critères synthétiques permet de décrire le service ducal de façon unifiée comme la juxtaposition de trois groupes d'officiers distincts, à savoir les grands officiers nobles, les officiers de robe et les officiers locaux – ce qui n'aurait pas été possible sans le recours à l'ACM, sauf à procéder à des découpages arbitraires.

Un tel protocole ne permet pas seulement de faire l'économie de la formulation d'une hypothèse présidant à la subdivision de la population étudiée, avec tous les risques inhérents à cet exercice ; il permet en outre de maximiser l'homogénéité des groupes issus du partitionnement, au moins

sur le plan des variables utilisées pour la construction de l'espace factoriel, et ainsi de parer au risque présenté par Lawrence Stone, qui a été rappelé en introduction. Sauf à ce que les attributs des individus composant la population étudiée soient distribués de façon stochastique et qu'il n'y ait donc aucune régularité entre les différentes variables, une telle méthode permet également d'obtenir de bons résultats sur le plan des variables illustratives, qui n'ont joué aucun rôle dans la construction du plan factoriel utilisé par la suite pour le partitionnement. Ainsi, dans le cas de l'étude que nous avons présentée ici, l'interprétation de la distribution des modalités dépendant des variables relatives à la noblesse, au diplôme, aux relations familiales et aux activités avant l'entrée en office est non seulement cohérente, mais permet en outre d'identifier les capitaux qui ont joué le plus grand rôle dans l'obtention des offices, selon le type de service. Enfin, un tel protocole présente l'intérêt de réunir des individus n'ayant aucune modalité d'aucune variable active en commun, mais qui sont cependant semblables par leurs similarités communes avec d'autres individus partageant certains de leurs attributs. Ainsi, un lieutenant général de bailliage entré ensuite à la chambre des comptes est rapproché d'un secrétaire à la chancellerie appelé ultérieurement au conseil puis à un secrétariat d'État ; ces cinq offices étant fréquemment détenus par les mêmes individus, les deux officiers sont placés dans le même groupe. Ici, le protocole reproduit dans une certaine mesure le jugement qu'aurait produit subjectivement un historien étudiant leurs parcours, mais en se fondant sur la structure des données de l'ensemble de la population étudiée, plutôt que sur une équivalence déclarée *a priori* entre ces offices.

Ajoutons pour finir qu'il est possible, lorsque la taille de la population étudiée l'autorise, d'exécuter ce protocole de façon itérative, en l'appliquant à chacune des partitions obtenues lors d'une première exécution. C'est ce que nous avons fait pour les officiers ducaux de Lorraine⁵⁸, ce qui a permis d'identifier, outre la structuration générale du service ducal, la structuration interne de chacun des groupes qui le compose. À ce stade, on dispose donc de données relatives à l'ensemble de la population étudiée, à chacun des groupes qui la compose, à chacun des sous-groupes en lesquels ceux-ci peuvent être divisés et, finalement, à chacun des individus présents dans la base de données ; il devient alors possible à l'historien de profiter pleinement de l'une des principales promesses de la méthode prosopographique, à savoir l'identification des échelles sociales auxquelles se déploient les phénomènes qu'il étudie.

---

58. Il n'entre pas dans le propos d'un article principalement consacré à des questions de méthodologie de détailler le résultat de ces subdivisions ; le lecteur intéressé par le sujet trouvera un exposé de ces résultats dans A. FERSING, 2017, p. 660-735.

Bibliographie

Sources

ISAMBERT, François-André, *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789*, t. XI, 1483-1514, Paris, Belin-Leprieur, 1827.

PELLETIER, Ambroise, *Nobiliaire, ou Armorial général de la Lorraine et du Barrois*, vol. 1, Nancy, Thomas père et fils, 1758.

Travaux

AYLMER, Gerald Edward, « Centre et périphérie : définition des élites du pouvoir », in Wolfgang RHEINHARD (dir.), *Les élites du pouvoir et la construction de l'État en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 77-102.

BENZÉCRI, Jean-Paul, « Histoire et préhistoire de l'analyse des données. Partie V. L'analyse des correspondances », *Les cahiers de l'analyse des données*, vol. II, n° 1, 1977, p. 9-40.

—, « Construction d'une classification ascendante hiérarchique par la recherche en chaîne des voisins réciproques », *Les cahiers de l'analyse des données*, vol. VII, n° 2, 1982, p. 209-218.

BLANQUIE, Christophe, « Le silence et la justification : pratiques de l'État (France, XVII^e siècle) », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 20, 1998, p. 29-38.

BOURDIEU, Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

BOURDIEU, Pierre & SAINT-MARTIN, Monique DE, « Anatomie du goût », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 5, 1976, p. 2-81.

CASSAN, Michel, « Pour une enquête sur les officiers "moyens" de la France moderne », *Annales du Midi*, t. 108, n° 213, 1996, p. 89-112.

—, « De l'État "moderne" à ses administrateurs "moyens" », *Histoire, économie & société*, vol. 23, n° 4, 2004, p. 467-472.

CHAUNU, Pierre, « L'État », in Fernand BRAUDEL & Ernest LABROUSSE (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, t. I, 1450-1660, Paris, Presses universitaires de France, 1977.

DE RIDDER-SYMOENS, Hilde, « Formation et professionnalisation », in Wolfgang REINHARD (dir.), *Les élites du pouvoir et la construction de l'État en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 203-235.

FERSING, Antoine, « Diplômés des universités et service du prince : les attentes déçues des ducs de Lorraine (1545-1633) », *Circé* [en ligne], n° 8, 2016.

URL : <http://www.revue-circe.uvsq.fr/diplomes-des-universites-et-service-du-prince-les-attentes-decues-des-ducs-de-lorraine-1545-1633/>.

—, « Idoinés et suffisants. Les officiers d'État et l'extension des droits du Prince en Lorraine ducal (début du XVI^e siècle-1633) », thèse de doctorat en histoire, université de Strasbourg, 2017.

FRABOULET, Danièle, *Quand les patrons s'organisent. Stratégies et pratiques de l'UIMM, 1901-1950*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007.

GAUVARD, Claude, « De grace especial ». *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010 [1991].

- , «La prosopographie des criminels en France à la fin du Moyen Âge : méthode et résultats», in Jean-Philippe GENET & Günther LOTTES (dir.), *L'État moderne et les élites, XIII^e-XVIII^e siècles. Apports et limites de la méthode prosopographique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p.445-452.
- GENET, Jean-Philippe, «Analyse factorielle et construction des variables. L'origine géographique des auteurs anglais (1300-1600)», *Histoire & Mesure*, vol. XVII, n° 1-2, 2002, p. 87-108.
- HUSSON, François, LÈ, Sébastien & PAGÈS, Jérôme, *Analyse de données avec R*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009 [2016].
- LE MAO, Caroline, «Une source à revisiter : les lettres de provision de charges (1643-1715)», *Histoire, économie & société*, vol. 31, n° 1, 2012, p. 37-51.
- LEMERCIER, Claire, «Analyse de réseaux et histoire», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 52, n° 2, 2005a, p. 88-112.
- , «Les carrières des membres des institutions consulaires parisiennes au XIX^e siècle», *Histoire & Mesure*, vol. XX, n° 1-2, 2005b, p. 59-95.
- MOLAS RIBALTA, Pere, «L'impact des institutions centrales», in Wolfgang REINHARD (dir.), *Les élites du pouvoir et la construction de l'État en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 25-52.
- MOTTA, Anne, «Noblesse et pouvoir princier dans la Lorraine ducal (vers 1620-1737)», thèse de doctorat en histoire, université du Maine, 2012.
- MOUSNIER, Roland, *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII*, Paris, Presses universitaires de France, 1971.
- NAGLE, Jean, «L'officier "moyen" dans l'espace français de 1568 à 1665 », in Jean-Philippe GENET (dir.), *L'État moderne, genèse. Bilans et perspectives*, Paris, Éditions du CNRS, 1990, p. 163-174.
- POMANTE, Luigiaurelio, «Atelier Heloise 2013. European Workshop on Historical Academic Databases », *History of Education & Children's Literature*, vol. VIII, n° 2, 2013, p. 679-688.
- STONE, Lawrence, «Prosopography », *Dædalus*, vol. 100, n° 1, 1971, p. 46-79.